

# ALBA contre ALCA

## Vers une nouvelle voie pour l'intégration régionale?

Par Thomas Fritz

Thomas Fritz est chercheur allemand, spécialiste des questions de l'intégration en Amérique latine et membre du Centre de recherche Chili-Amérique latine (FDCL – Berlin: [www.fdcl-berlin.de](http://www.fdcl-berlin.de)).

Traduit de l'allemand par Bernadette Fieux

Le paysage de l'intégration politique en Amérique latine vit un profond bouleversement. Avec en préalable le rejet de l'ALCA (Zone de libre échange des Amériques), et donc d'un projet de compétition néolibérale sous l'égide des USA, la discussion sur l'intégration latino-américaine connaît un essor notable. Elle est alimentée par des initiatives concrètes de gouvernements de gauche, qui misent sur des relations solidaires plutôt que compétitives. L'éloignement le plus net du dogme néolibéral est confirmé par l'initiative vénézuélienne de l'ALBA (Alternative Bolivarienne pour les Amériques) et par le concept de traités alternatifs, TCP (Traité de Commerce des Peuples), introduit par la Bolivie. Au travers de l'ALBA, le gouvernement vénézuélien n'a pas seulement présenté une vision ambitieuse d'intégration latino-américaine solidaire, mais il a ouvert en même temps la porte à de nombreuses coopérations entre Etats, principalement dans le secteur énergétique. Depuis, ces activités ont trouvé leur plus claire expression dans le traité de fourniture préférentielle de pétrole de Petrocaribe et dans le traité de coopération entre Venezuela, Cuba et Bolivie (ALBA-TCP). De plus, le Venezuela a intégré d'autres pays dans des projets communautaires dans le cadre de son Alternative bolivarienne pour les Amériques.

Cette initiative suscite un vif intérêt dans le reste du sous-continent. Elle représente une contribution significative au débat qui vient d'être lancé sur l'intégration latino-américaine, car elle fournit une perspective aux gouvernements qui cherchent sérieusement à accomplir des gestes concrets pour sortir de l'impasse néo-libérale. Mais comme tout projet de transformation de *realpolitique*, l'ALBA se voit aussi exposée à des contradictions, conduisant toujours à des conflits avec ses propres prétentions. Parallèlement, de nombreux acquis concrétisent de manière convaincante les aspirations à une intégration sociale et solidaire. Dans le débat sur l'ALBA présenté dans cet article, ces deux aspects seront pris en compte<sup>1</sup>. Les avancées et les contradictions de cette initiative d'intégration alternative seront analysées à partir des principales initiatives de l'ALBA. Au cœur du débat se trouvent les accords entre Venezuela, Cuba et Bolivie, ainsi que les initiatives concernant les politiques énergétiques. Mais l'intérêt de ces initiatives d'intégration ne se limite pas à l'Amérique latine. En Europe aussi, s'instaure peu à peu un débat intense sur l'ALBA, le TCP et d'autres alternatives. Ces idées arrivent actuellement sur le vieux continent sur un terrain particulièrement propice. Car après l'échec momentané du traité de Constitution, des mouvements progressistes élaborent également des modèles d'intégration sociale basés sur l'égalité internationale. Les initiatives latino-américaines peuvent ainsi profiter également à la discussion européenne.

### L'Intégration latino-américaine à un tournant

Au sommet américain de fin 2005 à Mar del Plata (Argentine), un nombre important des Etats sud-américains a refusé de suivre les USA. Principalement les gouvernements d'Argentine, du Brésil et du Venezuela qui ont rejeté le renouvellement de leur adhésion aux négociations de l'ALCA. Depuis, ce projet central du gouvernement étasunien est au point mort. Ce succès a été suivi d'une vaste campagne des mouvements sociaux. Depuis le début officiel des négociations de l'ALCA en 1994, le réseau de l'Alliance sociale continentale (ASC) avait surtout abouti à élargir et regrouper la résistance à la zone de libre-échange. En ce sens, le sommet de Mar del Plata marque donc le début d'une ère essentielle dans la politique latino-américaine. L'alliance sociale continentale y voit le début d'une «

---

<sup>1</sup> Cet article est une version courte d'un texte accessible en ligne, en allemand et en espagnol, sur le site du FDCL – Berlin : [www.fdcl-berlin.de](http://www.fdcl-berlin.de)

nouvelle étape » : si ses actions étaient jusqu'ici plutôt défensives et contre l'ALCA, à présent de nouveaux modèles d'intégration peuvent être élaborés et soumis aux initiatives de révision critique<sup>2</sup>.

Dans ce contexte les deux blocs économiques régionaux d'Amérique du Sud – la CAN (Communauté andine des nations) et le MERCOSUR (Marché commun de l'Amérique du Sud) – sont entrés en action. Les USA n'y sont pas associés. En raison d'importantes différences politiques, la communauté andine est exposée à un processus d'érosion. En font partie : la Colombie, l'Equateur, le Pérou, la Bolivie, et jusqu'à tout récemment encore, le Venezuela. Après leur signature d'accords de commerce bilatéraux avec les USA, le Venezuela a annoncé son retrait en avril 2006. Les accords bilatéraux sont une sorte de réponse des USA au blocage de l'ALCA. En fait, ils ont l'effet d'un explosif sur les blocs régionaux existants. L'économiste argentin Claudio Katz parle d'une stratégie nord-américaine de « balkanisation commerciale »<sup>3</sup>.

Peu après son retrait du CAN, le Venezuela fut reconnu officiellement comme membre à part entière du MERCOSUR. Cette zone de libre-échange fut créée en 1991 par l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay. La Bolivie, qui est déjà membre associé du MERCOSUR, aspire à devenir membre de plein droit. De son côté, Rafael Correa, le Président d'Equateur tout récemment élu, manifeste aussi son intérêt pour l'adhésion au MERCOSUR. Cependant, malgré son attrait, ce bloc demeure marqué par des conflits internes. Les causes de divergences sont la prépondérance économique du Brésil, la concurrence considérable entre ce dernier et l'Argentine, ainsi que la marginalisation des deux plus petits Etats, l'Uruguay et le Paraguay (qui menacent de signer un traité commercial bilatéral avec les Etats-Unis). La querelle actuelle entre Uruguay et Argentine autour de la construction, en Uruguay, d'une fabrique de cellulose génératrice de pollution, offre un exemple de plus des carences dans la résolution des conflits internes du MERCOSUR.

### **ALBA : la réponse vénézuélienne**

Parallèlement à son entrée dans le MERCOSUR, le Venezuela a lancé avec l'ALBA un projet d'intégration, qui répond à des principes complètement différents de ceux de la Communauté andine et du MERCOSUR. Ces derniers reposent sur le concept dominant depuis la fin des années 80, de régionalisme tourné vers l'extérieur, orienté vers l'exportation. La protection par l'Etat de l'économie nationale, telle qu'elle était encore pratiquée dans l'ère d'un développement interne se substituant aux importations, est éliminée par le « régionalisme ouvert ». Le modèle d'exportation exige l'abolition des barrières douanières, afin de pouvoir introduire à des prix avantageux les matières premières nécessaires. L'intégration régionale sert alors principalement de phase intermédiaire pour l'intégration au marché mondial. Elle promet des réductions de coûts grâce à l'élimination des restrictions douanières et grâce aux effets de quantités et de spécialisation dans la production orientée vers l'exportation. Au lieu de la demande interne régionale, c'est la satisfaction de la demande du marché mondial qui est l'objectif central. L'Etat se retire des activités économiques et à sa place interviennent les initiatives privées et la régulation du marché.

Alors que le régionalisme ouvert, conforme aux exigences de l'OMC, réclame la libéralisation de l'ensemble des secteurs économiques ainsi que la « réciprocité » de l'ouverture du marché parmi les pays participants, le projet de l'ALBA oppose à celui-ci la « coopération », la « complémentarité » et la « solidarité ». Le niveau de développement différent, les points faibles et les forces respectives des économies populaires participantes, ainsi que les intérêts spécifiques de protection sont pris en compte. Priorité est donnée aux projets de coopération comportant des avantages réciproques, de préférence entre entreprises d'Etat. S'y ajoutent des opérations de compensation, économisant les devises. Lutte contre la pauvreté et développement social deviennent des objectifs primordiaux de l'ALBA.

L'ALBA ne représente pas seulement une vision d'intégration solidaire de l'Amérique latine, mais se réalise aussi dans des accords de coopération concrète. L'adhésion à l'ALBA par le Venezuela et Cuba en décembre 2004 a été suivie de celle de la Bolivie en avril 2006. Le prochain candidat possible est l'Equateur, dont le nouveau Président Rafael Correa a déjà effectué les premières démarches.

---

<sup>2</sup> Alianza Social Continental, "Algunos Puntos para el Debate sobre Integración Regional", Documento de Trabajo, 10 de agosto de 2006. Voir: [www.asc-hsa.org](http://www.asc-hsa.org).

<sup>3</sup> Claudio Katz, "El torbellino de la integración", 25 juillet 2006, in [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org).

Outre ce noyau central, le Venezuela a signé en juin 2005, avec 13 autres pays, l'accord énergétique sur « Petrocaribe ». Les Etats des Caraïbes qui ont signé se sont engagés à une coordination de politique énergétique, tandis que le Venezuela leur fournit du pétrole à des tarifs préférentiels : la richesse pétrolière du pays sert de « lubrifiant » à l'intégration. Par des coopérations bilatérales le Venezuela essaie d'intégrer d'autres pays comme l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay.

Le projet de l'ALBA est non seulement conçu comme alternative politique à l'ALCA, zone de libre commerce dominée par les USA, mais aussi comme critique face aux blocs économiques existants (MERCOSUR et CAN essentiellement). L'adhésion du Venezuela au MERCOSUR renvoie aussi au fait que le gouvernement vénézuélien lui-même ne croit pas à une rapide croissance de l'ALBA sur le sous-continent. L'ALBA semble plutôt devoir être une sorte de projet de référence, dont les principes seraient à introduire dans le MERCOSUR, c'est ce que le président vénézuélien Hugo Chávez indiquait comme l'un de ses objectifs. Ses bases doivent être : « Solidarité, coopération et complémentarité » et non pas « concurrence économique »<sup>4</sup>. Dans quelle mesure Chávez considère-t-il une telle évolution comme réaliste ? C'est ce qui reste à déterminer. Le rayonnement régional apparaît toutefois comme une fonction essentielle de l'ALBA.

### **Coopération Venezuela-Cuba**

Avec la signature de l'accord de l'ALBA par le chef d'Etat cubain Fidel Castro et le président vénézuélien Hugo Chávez, les deux pays prévoyaient des avancées concrètes de libéralisation et de nombreux projets de coopération économique et sociale. Ainsi, par exemple, l'échange de marchandises et de biens pouvait s'effectuer sous forme de commerce de compensation, dans la mesure où ceci profitait aux deux parties. Cuba abolissait l'ensemble des douanes et les entraves au commerce non tarifaires pour les produits vénézuéliens, tandis que le Venezuela éliminait les obstacles non tarifaires (répétition) pour les marchandises cubaines et les prestations de services. D'autre part, les investissements des Etats respectifs ou des entreprises à économie mixte sont exonérés d'impôts sur les bénéfices jusqu'à ce qu'ils soient amortis. Cuba renonce totalement à une participation aux filiales cubaines des entreprises d'Etat vénézuéliennes et garantit donc aux vénézuéliens une propriété de cent pour cent. Dans les projets de coopération la contribution cubaine est surtout axée sur les prestations de services dans les domaines de la santé et de l'éducation, alors que le Venezuela offre les transferts de technologies et les financements dans les secteurs de l'énergie et de l'infrastructure. De plus le Venezuela fournit du pétrole à des conditions préférentielles qui sont toutefois réglementées par d'autres accords.

Le soutien cubain aux « Missions » vénézuéliennes dans le domaine de la santé et de l'éducation a eu une signification hautement symbolique. Dans la stratégie commune proclamée en avril 2005 pour la mise en œuvre de l'ALBA, Cuba s'engageait à envoyer jusqu'à 30 000 médecins spécialistes pour la Mission « *Barrio Adentro* », qui concernait les soins médicaux élémentaires. Dans le cadre de la Mission « *Ribas* », dix mille boursiers et boursières ont la possibilité d'étudier à Cuba les spécialités médicales. Et pour la seule année 2005, le traitement de cent mille Vénézuélien(ne)s atteint(e)s de maladies oculaires avait été programmé à Cuba. De plus le gouvernement de Castro soutient la Mission « *Robinson* » pour l'alphabétisation et la formation scolaire. De son côté, le Venezuela s'engagea à former 45 000 médecins et offrit également des programmes pour boursiers. En outre les deux pays décidèrent de travailler en commun à la lutte contre l'analphabétisme et aux programmes de santé dans les pays du Tiers Monde.

Pour Cuba, l'alliance de l'ALBA est particulièrement significative. Depuis les années 60 l'état insulaire socialiste souffre de l'embargo commercial des USA. Avec la disparition du soutien de l'Union soviétique dans les années 90, Cuba est tombée dans une profonde crise économique en raison de difficultés d'approvisionnement, crise dont elle ne se remet que lentement. Le Venezuela, de son côté, a démontré sans équivoque avec cette alliance que l'ALBA représente une alternative déterminée à tous les traités de libre commerce des Etats-Unis.

### **L'entrée de la Bolivie : un « traité de commerce des peuples »**

---

<sup>4</sup> Président Chávez : « Le Mercosur doit prioriser l'agenda social », Ministère d'Etat pour l'Intégration et le Commerce Extérieur, communiqué de presse, Caracas, 20/4/2006.

L'entrée de la Bolivie dans l'ALBA a fait la preuve de la capacité d'expansion de l'Alternative Bolivarienne, un processus qui se poursuivra éventuellement par l'adhésion de l'Equateur. Avec le concept de Traité de commerce des peuples (TCP), le président bolivien Evo Morales a introduit en outre ses propres idéaux dans l'alliance, où ils se reflètent à présent de manière formelle. L'accord trilatéral prévoit désormais aussi bien l'utilisation de l'Alternative Bolivarienne que celle du traité de commerce des peuples. La proposition de TCP ressemble en grande partie aux principes de l'ALBA, mais repose encore plus fortement sur une critique du modèle de développement néolibéral. C'est à ce modèle que sont opposées les méthodes de production coopératives et indigènes. Le commerce devrait servir à *“renforcer les petites entreprises, coopératives et entreprises communautaires”*, c'est pourquoi les droits des investisseurs devraient être limités. Pour la défense de la *“culture indigène”*, le Traité de Commerce des Peuples postule : la complémentarité au lieu de la concurrence, la vie en harmonie avec la nature au lieu de l'exploitation irrationnelle de ses ressources, la défense de la propriété sociale au lieu de l'extrême privatisation, ainsi que la promotion de la diversité culturelle au lieu de la monoculture et de l'uniformité du marché qui homogénéise les modèles de consommation. *“Avec le TCP on doit parvenir à une intégration qui dépasse commerce et économie et qui conduit à un développement endogène, juste et social”* reposant sur des *“principes communautaires”*.

Certaines de ces requêtes sont aussi prises en compte dans l'accord de l'ALBA-TCP. C'est avant tout l'asymétrie entre les trois parties qui se reflète dans l'accord. Ainsi, les contributions boliviennes semblent plutôt modestes en comparaison de celles des autres partenaires. Cuba offre à la Bolivie la construction de six centres ophtalmologiques, fournit l'équipement nécessaire et prend en charge les frais du personnel cubain. En outre, Cuba construit 20 hôpitaux de campagne, met à disposition 600 médecins et offre aux étudiants cinq mille bourses pour des études de médecine à Cuba. Cuba soutient la campagne d'alphabétisation bolivienne avec de la technologie et du matériel didactique. Le Venezuela fournit du pétrole, du carburant, de l'asphalte (dans ce cas une partie de la valeur des fournitures peut être compensée par des denrées boliviennes). En outre il offre aux deux entreprises d'Etat boliviennes des secteurs pétrolier et minier, YPFB et Comibol, des coopérations et de l'assistance technique. Enfin, le Venezuela fournit cent millions de dollars à un fond d'investissements productifs. Il verse aussi 30 millions de dollars pour des objectifs sociaux.

### **Tenir compte de l'asymétrie**

La contribution matérielle de la Bolivie est par contre beaucoup moins évidente. Ses exportations de matières premières et de produits agricoles contribueraient à l'accord ALBA-TCP, dit-on. Son industrie pétrolière favoriserait la *“sécurité énergétique”* des pays membres. De plus elle offrirait ses expériences dans l'étude commune des peuples indigènes, les médecines naturelles et la diversité biologique. La modestie de la contribution bolivienne apparaît déjà dans le domaine de l'industrie pétrolière : en réalité la Bolivie n'exporte pas son gaz naturel vers le Venezuela ni vers Cuba. Cependant, Cuba et le Venezuela étendent aussi leurs concessions commerciales à la Bolivie. Les exportations de la Bolivie dans ces deux pays profitent de la libéralisation douanière et des mesures non tarifaires que le Venezuela et Cuba ont conclues entre eux. La Bolivie n'a par contre pris aucun engagement pour diminuer les frais de douane. Sur ce point aussi on constate l'asymétrie entre les trois partenaires. Le seul engagement de libéralisation de la Bolivie sur les tarifs concerne les avantages fiscaux pour les investissements des entreprises cubaines ou vénézuéliennes en Bolivie. Ceux-ci sont exonérés d'impôt tant que les investissements ne sont pas amortis. Le Venezuela et Cuba ont aussi pris le même engagement.

De plus, Cuba et le Venezuela font une autre concession commerciale : ils garantissent l'achat des produits boliviens d'exportation, dont les débouchés sont compromis par les traités de libre échange des USA ou d'Europe avec les Etats voisins de la Bolivie. Ceci est une réaction directe à la conclusion, par la Colombie et le Pérou, d'accords de libre échange avec les USA. La Bolivie exportait jusqu'ici environ un tiers de sa production de soja vers ces deux pays. Mais avec la signature de l'accord US ceux-ci s'engagent à l'ouverture successive de leur marché agricole à l'agrobusiness fortement subventionné des USA. Comme le soja bolivien n'est pas compétitif avec le soja bon marché des USA, on attend que la Bolivie perde une partie de son débouché andin. Cuba et le Venezuela s'engagent à compenser cette perte par l'achat à la Bolivie des mêmes quantités de soja. Dès maintenant le Venezuela achète déjà la moitié du soja bolivien à l'exportation.

## **La Communauté sud-américaine de Nations : la réponse brésilienne**

Parallèlement à la création de l'ALBA, les 12 chefs d'Etat d'Amérique du Sud, réunis pour leur troisième sommet dans la ville péruvienne de Cuzco, ont fondé en décembre 2004 un nouveau groupe politique. A l'exception de la Guyane française, l'ensemble des Etats d'Amérique du Sud fait partie de la CSN ou « Communauté sud-américaine de Nations ». Cette initiative a été prise initialement par le gouvernement brésilien de Fernando Henrique Cardoso, qui dès l'année 2000 lors du premier sommet sud-américain, poursuivait l'objectif de promouvoir la convergence entre les groupes commerciaux CAN et MERCOSUR afin d'améliorer la compétitivité par des projets communs d'amélioration des infrastructures. Sous le gouvernement du Président Luis Inácio Lula da Silva s'est ajouté l'intérêt de créer un contrepoids aux USA et à leur projet de l'ALCA. C'est peut-être pour cette raison que la déclaration d'intentions de la communauté d'Etats s'écarte, au moins dans la rhétorique, du dogme du libre commerce néolibéral. En partant de valeurs communes telles que la démocratie, les droits de l'homme et la justice sociale, les membres de la CSN déclarent que le développement économique et social « ne peut se laisser réduire à des politiques de croissance économique ». Le développement devrait plutôt reconnaître « l'asymétrie entre les pays » et assurer « une répartition plus équitable des revenus, l'accès à la formation, la cohésion et l'inclusion sociale ainsi que la protection de l'environnement »<sup>5</sup>. Plus loin, la déclaration affirme qu'avec la fondation de la communauté des Etats, les chefs de gouvernements suivent l'exemple des précurseurs du combat pour l'unité de la « grande patrie américaine », Bolivar, Sucre et San Martin.

Toutefois, les membres de cette communauté d'Etats n'ont pas signé d'accord entre eux, mais se sont cantonnés à des déclarations différentes. Malgré ce faible engagement, la CSN gagne en crédibilité par un programme commun de construction d'infrastructures. Dès leur premier sommet sud-américain en 2000, les gouvernements s'étaient mis d'accord sur l'initiative d'infrastructure régionale IIRSA (Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine). Celle-ci prévoit d'importants investissements transformationnels dans les domaines des transports, de l'énergie et des télécommunications.

Les organisations non gouvernementales ont cependant critiqué le fait qu'une grande partie des projets de l'IIRSA ne correspond nullement à la déclaration harmonieuse de Cuzco. Certes les pays de la région sont très isolés entre eux à cause du manque de voies de communication, mais les intentions de l'IIRSA reposent souvent sur la logique d'une « économie des ports ». Ils visent, sans changement, l'exploitation des ressources naturelles au profit des transnationales. La différence est que ces grands projets conventionnels seraient à présent présentés comme les éléments d'une intégration régionale autodéterminée<sup>6</sup>. De plus, toujours selon les ONG, la Communauté d'Etats sud-américains ne ferait qu'intégrer les normes de libre commerce du MERCOSUR et du CAN, en les perfectionnant, mais pas dans l'intention de les surmonter en direction d'une alternative sociale<sup>7</sup>.

## **Scepticisme : la réponse de la société civile**

La critique des ONG repose sur le scepticisme avec lequel la société civile a jusqu'ici accueilli les initiatives d'intégration, y compris celle de l'ALBA. Le sociologue vénézuélien Edgardo Lander met en garde devant la « rhétorique latino-américaine ». Que l'intégration soit une idée d'Amérique du Sud ou d'Amérique latine, cela ne garantit pas qu'elle profitera à la grande majorité de la population. « Qui l'a mise en œuvre ? Dans quel but ? Pour qui ? À quelles valeurs et à quels intérêts répond-elle ? ». C'est au travers de la réponse à ces questions que l'on verra si les efforts de regroupement accentuent les conditions de domination existantes, ou bien s'ils ouvrent des brèches pour les combattre. Tant que les politiques nationales acceptent la brèche sociale et privilégient les intérêts du capital des transnationales, l'intégration n'y changera rien<sup>8</sup>. Les réticences vis-à-vis de l'ALCA ont sans doute

<sup>5</sup> « Déclaration de Cuzco », Communauté Sud-américaine des Nations, 3<sup>e</sup> sommet présidentiel sud-américain, Cuzco, 8 décembre 2004.

<sup>6</sup> [www.iirsa.org](http://www.iirsa.org).

<sup>7</sup> Judith Valencia, « ¡Comunidad suramericana no puede ser un camino al ALCA! » in *América Latina en movimiento*, N° 414-415, año 30, 4 décembre 2006, p. 5-7.

<sup>8</sup> Edgardo Lander, « ¿Modelos alternativos de integración? Proyectos neoliberales y resistencias populares » in *OSAL*, año V, N° 15, septembre/octobre 2004, p. 45-56.

quelque chose à voir avec le fait que l'Argentine et le Brésil, dans leurs négociations avec les USA, n'ont pas pu obtenir assez de concessions pour l'agro-business orienté vers l'exportation.

Ainsi, Alberto Arroyo, homme de science et militant mexicain, ne considère pas comme un devoir pour les mouvements sociaux « de choisir entre les propositions des gouvernements progressistes du MERCOSUR, le Venezuela ou la Bolivie » (quelle est l'alternative ?). Le défi consiste bien plus à mettre en discussion nos propres modèles d'intégration. Les mouvements sociaux devraient à tout prix conserver « leur autonomie face à chaque gouvernement » et « même face à ceux qui sont issus de leurs propres luttes sociales ». Ceci n'exclurait pas un appui réciproque en cas de convergences. Mais les modèles propres à chacun sont indispensables. « Seul le peuple sauve le peuple »<sup>9</sup>. Arroyo rappelle la diversité des gouvernements latino-américains, dont quelques-uns seulement se sont retirés à des degrés divers de la soumission au projet USA. D'autres ont par contre conclu à nouveau des accords de libre commerce avec les USA : le Mexique fait partie depuis 1994 de la zone de libre commerce nord-américaine (NAFTA) ; le Chili a signé en 2003 un accord bilatéral avec les USA ; les pays d'Amérique centrale, Costa Rica, Honduras, Guatemala, Nicaragua, El Salvador et République Dominicaine ont suivi en 2004 avec le CAFTA (Accord de libre-échange Etats-Unis-Amérique centrale) ; et enfin la Colombie et le Pérou se sont ralliés à cette tendance. C'est pourquoi dans la discussion sur une intégration alternative, il convient de prendre en compte les différentes conjonctures de l'Amérique latine.

### **Les réponses européenne et étasunienne**

Tant que des Etats isolés signent ou envisagent des accords de commerce néo-libéraux avec les USA ou avec d'autres pays industrialisés, toute forme d'intégration alternative est impossible avec eux. Les accords de libre commerce empêchent de promouvoir les industries propres à chaque pays, ainsi que la défense de l'agriculture face à des produits-dumping fortement subventionnés du Nord. Au lieu de cela ils contraignent à un accès indiscriminé au marché, à traiter de la même manière firmes nationales et étrangères et à protéger les investissements étrangers et droits de propriété intellectuelle. De cette façon, ils gâtent la possibilité de créer des voies de développement propres à chacun dans les zones d'intégration de la périphérie. L'Union européenne jette elle aussi ses filets sur l'Amérique latine. Ses instruments sont les accords d'association bilatéraux avec leurs trois pôles : dialogue politique, coopération au développement et libre commerce. Avec le Mexique et le Chili ces accords associatifs bilatéraux sont déjà réalisés. Avec le MERCOSUR des entretiens, souvent conflictuels, se déroulent depuis 1999 ; avec la Communauté d'intégration centre-américaine (SICA) des négociations ont lieu depuis mai 2006 et avec la Communauté andine depuis janvier 2007. Avec le groupe caribéen CARICOM des discussions ont lieu au sujet d'un « traité de partenariat économique » contesté, dans le cadre d'un nouvel ordre de relations commerciales avec les Etats ACP (Asie-Caraïbes-Pacifique).

Ce qui prédomine, c'est que les accords de libre commerce avec l'Union européenne obéissent au même modèle que les contrats signés avec les USA. Outre le principe de la réduction des tarifs douaniers pour toutes les marchandises, l'Union européenne réclame la libéralisation pour les prestations de service, les investissements et les commandes d'Etat. Le MERCOSUR est pour l'Union Européenne d'un grand intérêt stratégique, car là –contrairement au reste de l'Amérique latine-, les entreprises européennes pouvaient obtenir, dans les investissements commerciaux et directs, des parts de marché comparables à celles de leurs concurrents étasuniens<sup>10</sup>. Ainsi, lorsque Hugo Chávez réclame un MERCOSUR « social » et « solidaire », il n'est pas certain que son souhait se réalise dans un proche avenir... De fait, les négociations de libre échange de l'Union européenne avec l'Amérique latine jettent un autre éclairage sur les avancées et contradictions des nouvelles tentatives d'intégration, et notamment de certaines démarches des membres de l'ALBA.

---

<sup>9</sup> Alberto Arroyo, "Reflexiones ante la Cumbre de Cochabamba" in *América Latina en movimiento*, N° 414-415, año 30, 4 décembre 2006, p. 22-24.

<sup>10</sup> Pour les négociations avec l'Amérique centrale et la communauté andine, voir: Ronald Köpke, « implicaciones de los acuerdos comerciales de la Comunidad Europea con Centroamérica y los Países Andinos », *FDCL*, Berlín, décembre 2006; sur les négociations MERCOSUR voir: Thomas Fritz, 'Um mau negócio. O Acordo de Cooperação Interregional entre o Mercosul e a União Européia, documento de trabajo de BLUE 21, 6 octobre 2004, Berlín ; ainsi que : Christian Russau, 'Enforcement of international trade regimes between the European Union (EU) and the Common Market of the South (MERCOSUR) ?', *FDCL*, Berlín, janvier 2004.

## **Un premier bilan de l'intégration régionale : entre solidarité et libre échange**

En conclusion, on peut affirmer que les progrès et les contradictions de l'ALBA ne s'étudient pas seulement à travers la politique énergétique, mais aussi en s'appuyant sur les autres initiatives, qu'il s'agisse des conventions commerciales, des propositions de politique financière, ou de l'assimilation prévue de propositions issues des mouvements sociaux. À l'opposé des accords commerciaux traditionnels, le contrat de l'ALBA-TCP prend en compte l'asymétrie entre les partenaires, leur niveau de développement respectif. La Bolivie tire un profit considérable du traité, mais elle n'est cependant pas contrainte à une libéralisation globale de ses marchés. Les parties s'accordent mutuellement un traitement spécial. Le point principal réside dans les coopérations avec avantages réciproques. Les investissements dans les domaines de la santé et de l'éducation mettent en évidence que ce traité se focalise sur la pauvreté. Son utilité immédiate pour de vastes secteurs de la population est impérieuse. Pourtant, si la Bolivie et Venezuela rejettent les traités de libre commerce avec les USA, ces deux pays négocient en un même temps avec l'Union européenne (dans le cadre de leur appartenance respective à la CAN et au MERCOSUR) des traités d'associations dont les principes de concurrence sont en contradiction totale avec les idées de l'ALBA et du TCP ! Ainsi l'Union européenne réclame non seulement l'abaissement des tarifs douaniers pour l'ensemble des groupes de produits, mais aussi la libéralisation des prestations de services, des investissements et des commandes d'Etat. Dans les négociations engagées entre la Communauté andine et l'Union européenne, la Bolivie a présenté un large catalogue de critères qui vise la prise en compte de l'asymétrie entre les parties. Mais ce souhait est totalement irréaliste. Les exigences boliviennes sont en contradiction avec les principaux intérêts de la politique économique de l'Union européenne. En outre, elles sont pratiquement irréalisables dans le cadre du mandat de négociation de la Commission européenne. De plus, il y a quelques mois, la Commission a établi une nouvelle stratégie de politique commerciale qui prévoit des exigences de libéralisation encore plus strictes au profit des entreprises européennes<sup>11</sup>.

L'entrée du Venezuela au MERCOSUR et la perspective de l'entrée de la Bolivie posent également des questions sur la solidité du projet ALBA. Cette union douanière ne correspond pas aux principes fondamentaux de l'ALBA ou du TCP, et aucun des deux pays en question ne peut résister à la concurrence du Brésil ou de l'Argentine. Une étude de l'Institut de recherche sociale (ILDIS) arrive à la conclusion qu'à l'exception de l'Industrie pétrolière et de l'acier, de nombreux secteurs vénézuéliens ne sont pas de taille à affronter une baisse de tarifs douaniers dans le cadre du MERCOSUR. Ceci vaut surtout pour l'ensemble de la production alimentaire. Il y aurait en tout 1,9 millions d'emplois vénézuéliens menacés directement ou indirectement par l'entrée au sein du MERCOSUR<sup>12</sup>. L'Institut bolivien pour le commerce extérieur (IBCE) met aussi en garde contre les conséquences de cette décision. Si l'on exclut les exportations de gaz vers l'Argentine et le Brésil, la Bolivie accuse avec le MERCOSUR un fort déficit commercial de 613 millions de dollars. Ce déficit est particulièrement prononcé pour les produits agricoles. L'IBCE conclut que le MERCOSUR est « une réelle menace » dans les secteurs agricole et industriel, « en raison de la proximité géographique et des faibles coûts de production et de transport ». De plus, en acceptant les dispositions douanières du MERCOSUR, la Bolivie met en péril son appartenance à la Communauté andine<sup>13</sup>.

De même que pour la viabilité de l'ALBA, des questions surgissent concernant les propositions de politique financière. Ainsi la création de la Banque du Sud pourrait permettre l'attribution de crédits sans dispositions d'ajustement structurel, comme le font la Banque mondiale et le Fond monétaire international (FMI). Que ceci représente réellement un progrès, cela dépendra dans quelle sorte de projets la Banque sud-américaine investira. Par exemple, si les gouvernements participants parvenaient à s'entendre sur le très controversé projet de « Grand gazoduc du sud » (imposé par le Venezuela), le progrès incarné par cette banque serait immédiatement mis en doute<sup>14</sup>. Claudio Katz critique en outre

<sup>11</sup> European Commission, "Global Europe Competing in the World", External Trade, Brussels, 2006.

<sup>12</sup> Osvaldo Alonso, "Incorporación al MERCOSUR: efectos potenciales sobre la fuerza de trabajo en Venezuela", Ildis, Caracas, octobre 2005.

<sup>13</sup> "IBCE desaconseja ingreso pleno de Bolivia al MERCOSUR", Instituto Boliviano de Comercio Exterior (IBCE), La Paz, 19 décembre 2006.

<sup>14</sup> Ce projet de mega-pipeline présenté par H. Chavez comme « la locomotive de l'intégration » de l'Amérique du sud, prétend construire le plus grand gazoduc du monde (10 000 Kilomètres de long pour un coût supérieur à 20 milliards de dollars). Partant du Venezuela en passant par le Brésil et l'Argentine, difficile techniquement, ce projet pharaonique est notamment dénoncé pour la menace qu'il fait peser sur des zones écologiques telles que la Grande Savane vénézuélienne

le fait que l'achat par le Venezuela, au nom de l'intégration, des emprunts d'Etat argentins permettra finalement le paiement du service des dettes extérieures de l'Argentine auprès du FMI. Si la Banque du Sud suivait ce modèle afin de garantir le service des dettes latino-américaines vis-à-vis des créanciers du Nord, cela serait aussi contre-productif. Car les causes de l'endettement continueraient à ne pas être mises en question et « ce recyclage des dettes est en contradiction avec la perspective d'un front commun des débiteurs, qui puisse mettre fin à la fuite des devises »<sup>15</sup>.

Mais le plus grand défi semble être celui de la participation de la société civile. Certes l'ALBA apparaît ouverte aux propositions de mouvements sociaux, cependant les décisions déterminantes ont été prises jusqu'ici par les gouvernements. Le traité ALBA-TCP a été élaboré sans participation visible de la société civile. Des projets énergétiques comme le pipeline de gaz sont promus sans la participation publique. Si des propositions de mouvements sociaux sont envisagées, comme dans le cas de la mise en réseau régionale d'entreprises occupées, l'ALBA prend encore trop peu en compte la pluralité de la société civile. L'alternative bolivarienne gagnerait à une plus grande franchise vis-à-vis des débats sur l'intégration. Les mouvements sociaux peuvent justement, par leur élaboration consciente d'une intégration alternative, exercer une plus grande influence sur l'ALBA et les autres blocs régionaux. Les contradictions de l'ALBA confirment la mise en garde de Alberto Arroyo : il ne s'agit pas de choisir entre les propositions des gouvernements progressistes du MERCOSUR, du Venezuela ou de la Bolivie. Ce dont on a besoin, c'est davantage de l'élaboration de modèles propres à chacun, pour pouvoir sur cette base encourager les initiatives gouvernementales, et le cas échéant les soutenir. Pour cette discussion, l'ALBA a au moins fourni une importante contribution. Néanmoins, malgré ses contradictions, l'Alternative bolivarienne pour les Amériques prouve que les marges de manœuvre pour une intégration sociale et solidaire sont beaucoup plus grandes que bien des gouvernements ne l'ont affirmé jusque là.

---

ou l'Amazonie brésilienne.

<sup>15</sup> Claudio Katz, "Las disyuntivas del ALBA", *Argenpress.info*, 2 avril 2006.